

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1585

Artikel: World Economic Forum : à Davos on fait son marché au nom de la paix
Autor: Danesi, Marco
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021648>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 27.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A Davos on fait son marché au nom de la paix

Le soutien de l'Etat en faveur du Forum de Davos suscite la discussion. Une recherche consacrée au pouvoir des clubs privés

Jean-Christophe Graz, auteur d'une recherche publiée par la revue *a contrario* (cf. page ci-contre) sur le World Economic Forum de Davos (WEF), conteste l'engagement financier des collectivités publiques pour la sécurité de la manifestation. Le WEF est avant tout un club privé et exclusif. A l'abri de la

station grisonne, on se rencontre en petit comité, on ficelle des stratégies, on ranime des négociations au point mort, on signe des contrats. Bref on fait des affaires comme d'habitude, mais à mille à l'heure, profitant de toutes les opportunités offertes par un séjour au bout des Alpes, avec la police en renfort.

Un comptoir plutôt qu'un directoire

Le mythe social affiché par le Forum ressasse son rôle irremplaçable pour le bien-être de l'humanité. A défaut de résultats véritables - la guerre froide n'a pas pris fin à Davos - le WEF peine à incarner l'intérêt général. «C'est le business qui paie pour tous les autres invités», selon l'aveu d'un ancien comptable du Forum rapporté par Jean-Christophe Graz. Les invités - présidents, ministres, responsables d'ONG, capitaines d'industries, qui font la une des médias - serrent des mains et bavardent aimablement des grandes questions qui agitent la planète alors que les autres,

L'étude de Jean-Christophe Graz - réalisée entre 2000 et 2001 à partir de documents des archives du Forum et d'entretiens avec les organisateurs et les participants - fait partie d'une recherche plus large consacrée à la «Gouvernance commerciale mondiale: entre pouvoirs publics et autorité privée» financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique.

Jean-Christophe Graz, «Qui gouverne? Le Forum de Davos et le pouvoir informel des clubs d'élites transnationales», *a contrario*, n°2, Antipodes, 2003.

informels conteste l'utilité publique de la manifestation. Cette position est réfutée par les responsables de l'organisation.

majorité, rentabilisent les rendez-vous de la semaine. Malgré ses airs d'«organisation vouée à la seule planification stratégique du capitalisme (...)», le chercheur estime que le Forum se rapproche bien davantage d'un comptoir que d'un *think tank* débouchant sur «des transformations d'envergure à l'échelle mondiale». Par-dessus «la vanité d'individus» surestimaient leur pouvoir, c'est son illégitimité qui saute aux yeux. Et que le mythe tend à occulter au nom d'une conscience universelle à but non lucratif, logée à 1500 mètres d'altitude, au frais des grandes sociétés multinationales. Voilà pourquoi le soutien de la Confédération suscite tant de débats et devrait lui être refusé, conclut Jean-Christophe Graz, malgré la crainte de son déménagement. Or, l'Etat préfère financer un club privé informel, au lieu de le confronter à son pouvoir légitime et démocratique. Il renonce ainsi au contrôle des activités et des résolutions d'un directoire auto-proclamé.

md

Le point de vue du Forum

Une étude périmée

Le *World Economic Forum* (WEF) considère que l'étude de Jean-Christophe Graz n'est plus d'actualité. Trois ans se sont désormais écoulés, le Forum a changé. Il a fait trésor des critiques qui lui ont été adressées. Parmi les mesures envisagées lors de la prochaine édition, on prévoit la réduction du nombre de participants pour gagner en qualité.

André Schneider, Chief Operating Officer au sein de la direction de l'organisation, réaffirme la volonté de l'organisation de travailler pour améliorer l'état du monde. Il est clair cependant que quand les gens se rencontrent, ils discutent de tout. Ils peuvent aussi parler affaires, mais le Forum ne se réduit pas à un marché, souligne encore André Schneider.

md

www.weforum.org

Le prix de la sécurité

Le World Economic Forum de Davos (WEF), qui se déroulera du 21 au 25 janvier 2004, peut compter sur la Suisse et son armée pour garantir sa sécurité. Sur les huit millions prévus annuellement, la commune de Davos en déboursera un, le canton des Grisons deux et la Confédération trois alors que deux restent à la charge du Forum. Un plafond de huit millions a été fixé par le Conseil fédéral. En cas de dépassement, le gouvernement demandera au Parlement une rallonge de deux millions. De plus, dans son Message, le gouvernement propose la création d'une ligne budgétaire affectée à la protection des personnes protégées par le droit international (4,5 millions) - c'est le cas des participants au Forum - et aux dépenses supplémentaires - un peu moins

d'un million de francs - du Département de la défense et de la protection de la population et des sports (DDPS).

Les commissions du National, à quinze contre quatre, et des Etats, à l'unanimité, suivies par les Chambres, malgré l'opposition de la gauche, ont approuvé les propositions de l'Exécutif qui prévoient la mobilisation de l'armée. Elles invoquent les impératifs sécuritaires, les intérêts internationaux de la Suisse ainsi que les retombées économiques (environ quarante millions chaque année) pour justifier l'engagement de l'Etat en faveur du Forum. En votation populaire, le 19 octobre dernier, deux tiers des citoyens de Davos ont admis le soutien financier de la commune en faveur du WEF.

md